

Les Chemins du communisme libertaire en Espagne

*de Myrtille, giménologue*¹

René Berthier

Avril 2019

Myrtille Gonzalbo a récemment publié deux livres sur l'anarchisme espagnol :

• *Les Chemins du communisme libertaire en Espagne 1868-1937. Et l'anarchisme devient espagnol 1868-1910*, Éditions Divergences, 2017. et

• *Les Chemins du communisme libertaire en Espagne, 1868-1937 L'anarcho-syndicalisme travaillé par ses prétentions anticapitalistes, 1910-juillet 1936*, Éditions Divergences, 2018.

Un troisième opus est en préparation.

Je ne prétends pas faire ici une recension dans les règles des deux livres de Myrtille Gonzalbo mais plutôt proposer un vagabondage à travers ces ouvrages, accompagné de digressions sur certains points qui ont attiré mon attention, quitte à négliger certains autres, ce qui incitera, je l'espère, le lecteur frustré à acheter et lire ces deux livres passionnants.

Myrtille souligne dans le premier volume de son travail qu'au tournant du XX^e siècle l'Espagne demeurait un pays essentiellement agricole, que la structure de la propriété du sol était celle d'une société quasi féodale. La forte démographie n'était pas absorbée par les régions industrielles du Nord. En outre, la grande majorité des ouvriers était employée dans de petites firmes. C'est que le capitalisme espagnol en était encore au stade de la « subsumption formelle du travail sous le capital » (*Les Chemins du communisme libertaire en Espagne*, vol. 2, p. 260). En joignant à son livre une annexe III écrite par « Vincent, giménologue », Myrtille sacrifie à la mode néo-hégélo-marxiste qui consiste à remplacer un mot simple par un mot compliqué. Quand je lisais Marx dans ma jeunesse, on parlait tout simplement de « la soumission formelle du travail au capital » ce qui était mieux compris par le lecteur ordinaire, dont je faisais partie². Le titre de

1 Les Giménologues sont un petit collectif d'amis devenus historiens amateurs et qui se dédient depuis 2004-2005 à la publication des Souvenirs de la guerre d'Espagne d'Antoine Gimenez, alias de Bruno Salvadori, un milicien volontaire du Groupe International de la colonne Durruti, mort à Marseille en 1982.

2 Par exemple : « ...la soumission formelle du travail au capital s'observe le mieux dans les conditions où le capital existe déjà dans certaines fonctions subordonnées, sans dominer et déterminer encore toute la forme sociale... » (Un chapitre inédit du *Capital*, Les deux phases historiques du développement économique de la production

cette annexe est : « L'anticapitalisme tronqué des anarcho-syndicalistes et des anarchistes espagnols ». Tout cela, ajouté au sous-titre général du volume II : « L'anarcho-syndicalisme travaillé par ses prétentions anticapitalistes » et au jargon néo-hégélien, apporte une connotation curieusement situationniste-conseilliste à l'ouvrage.

Fondements doctrinaux de l'affrontement Collectivistes / communistes libertaire

Les Chemins... nous rapporte le contenu des débats qui opposèrent les deux courants en Espagne, notamment sur la question du travailleur censé recevoir « selon ses œuvres », ou « selon ses besoins ». Sans doute l'autrice aurait-elle pu aborder de manière critique cette problématique telle qu'elle s'était posée dès le début, car dès le début ces deux visions étaient fausses et ne constituaient pas de fondement suffisant pour justifier la division du mouvement libertaire entre un courant collectiviste (syndicaliste) et un courant anarchiste-communiste (affinitaire). La division du mouvement (qui aurait pu être évitée), provient selon moi d'une mauvaise compréhension par les militants italiens, puis par Kropotkine qui les a suivis, de la notion de rétribution du travail.

Dans son *Catéchisme révolutionnaire* (1864), Bakounine avait affirmé le statut supérieur du travail comme « l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme ». Le travail, est-il également dit, est « seul producteur des richesses, tout homme qui dans la société vit sans travail est un exploiteur du travail d'autrui, un voleur ». Il me semble peu contestable que le travail soit le producteur des « richesses », c'est-à-dire des objets que nous utilisons quotidiennement, de la brosse à dents au lave-linge. Il est clair que les collectivistes de l'AIT étaient soucieux de lier la jouissance des biens *produits en commun* à un travail commun, c'est-à-dire d'écarter tous ceux – exploités ou asociaux – qui, délibérément, ne travaillaient pas. Le principe « à chacun selon son travail » n'était donc pas destiné à écarter de la consommation les malades, les enfants, les vieux, les étudiants, etc. : il était destiné à écarter les *parasites sociaux*.

L'affrontement Collectivistes/communistes libertaires

Après la fin de l'Internationale « anti-autoritaire », le mouvement libertaire se trouva parcouru de débats parfois très violents entre deux courants, en Espagne comme dans le reste de la planète :

- Les collectivistes, héritiers de Bakounine qui croyaient en la nécessité de créer des organisations de type syndical, regroupant des travailleurs sur le terrain de la lutte des classes, précurseurs du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarcho-syndicalisme. Ils étaient partisans du principe « à chacun selon son travail » ;
- Les anarchistes-communistes, formés sous l'impulsion de militants

capitaliste.)

italiens, notamment Malatesta et Cafiero, mais aussi Pierre Kropotkine³ voulaient former des groupes affinitaires, sur la localité, et considéraient la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs comme une concession au capitalisme (*Les Chemins...* Vol. 1, Chapitre 2, « Du collectivisme au communisme anarchiste »). Ils étaient partisans du principe « à chacun selon ses besoins ».

Cette division du mouvement n'était pas récente ni spécifique à l'Espagne, elle se retrouve dans les débats qui eurent lieu vers la fin de l'AIT dite « anti-autoritaire » et dans la genèse même du mouvement libertaire. Cette opposition fut sans doute bien plus violente en Espagne qu'ailleurs.

Le premier volume du livre de Myrtille décrit minutieusement la confrontation qui opposa ces deux courants en Espagne. Grâce à une alternance entre l'événementiel – la description de la vie du peuple, les luttes sociales – et l'exposé des débats théoriques, on ne perd jamais le lien entre la pratique et la théorie. Et c'est ce qui fait l'intérêt du livre. Cependant, on sent rapidement que les sympathies de Myrtille vont vers les communistes libertaires — ce qui est évidemment son droit.

Les chemins du communisme libertaire s'efforce de nous fournir l'argumentaire doctrinal sur lequel ces deux courants s'appuyaient, et montre de quelle manière les options théoriques qui s'affrontaient se répercutaient dans la pratique. Là se trouve selon moi l'ossature générale aussi bien du premier que du second volume. En d'autres termes, elle ne nous présente pas du mouvement libertaire espagnol un tableau idyllique mais un ensemble bouillonnant et vivant d'idées et de contradictions. Cet aspect-là de son travail me paraît particulièrement intéressant, mais le lecteur doit être conscient que le parti-pris de l'auteurice la pousse à occulter des pans entiers et essentiels de l'histoire du mouvement ouvrier espagnol.

J'y reviendrai.

Se réapproprier l'histoire

En juin 1870, 90 délégués représentant 40 000 travailleurs et 150 sociétés ouvrières fondèrent à Barcelone la section espagnole de l'AIT, nommée Fédération Régionale Espagnole (FRE) dont le projet était le collectivisme d'inspiration bakouninienne qui prônait l'appropriation des moyens de production et leur gestion directe par les travailleurs eux-mêmes, et l'application du principe : « à chacun selon son travail ». Cette formule allait peu après faire couler beaucoup d'encre et être la cause d'une profonde division dans le mouvement libertaire. Je pense qu'il n'est pas exagéré de dire que les développements sur cette division constituent l'un des principaux sujets traités par Myrtille dans les deux premiers tomes de son travail, et qu'il en sera de même dans le troisième.

La Fédération Régionale Espagnole, fondée après un séjour que fit en Espagne un partisan de Bakounine, l'Italien Fanelli, était une structure de type syndical. Après la disparition de l'AIT, lorsque ce qui restait de la

3 Le « communisme libertaire » est proclamé par Andrea Costa, Errico Malatesta, Carlo Cafiero et Covelli en 1876, au congrès de Florence de la Fédération italienne de l'AIT.

Fédération jurassienne, chargée de convoquer les congrès de l'Internationale, décida de ne plus le faire, le courant anarchiste-communiste, auquel Kropotkine donnera son parrainage, occultera le courant collectiviste, c'est-à-dire le courant « syndicaliste ». Bien que se réclamant théoriquement de Bakounine, des hommes comme Malatesta et Kropotkine s'en détourneront radicalement, remettant complètement en question son héritage. Le courant, anarchiste-communiste tentera d'imposer un autre modèle, anti-syndical, voire anti-organisation, fondé sur une structure géographique et affinitaire. (Voir Myrtille, tome I, Chapitre 2, « Du collectivisme au communisme anarchiste ».) Myrtille nous rapporte le contenu des débats qui opposèrent les deux courants, notamment sur la question du travailleur censé recevoir « selon ses œuvres » (pour les collectivistes) ou « selon ses besoins » (selon les anarchistes communistes). Sans doute cette partie-là de son livre aurait-elle été plus intéressante si elle avait abordé de manière critique cette problématique, car dès le début ces deux visions étaient fausses et ne constituaient pas de fondement suffisant pour justifier la division du mouvement libertaire entre un courant collectiviste (syndicaliste) et un courant anarchiste-communiste (affinitaire).

Le mouvement libertaire (au sens très large du terme) est aujourd'hui confronté à deux tendances « révisionnistes » qui, selon moi, pourraient faire des dégâts si un sérieux travail de réappropriation de l'histoire n'était effectué. L'un de ces courants affirme que syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme ne sont que des « stratégies », voire des « variantes » de l'anarchisme, occultant ainsi des pans entiers de l'histoire du mouvement ouvrier. L'autre courant, prenant l'exact contre-pied du précédent, récuse tout lien entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire et accuse l'anarcho-syndicalisme, par son refus d'adhérer à la politique de « Front unique » mise en place par l'Internationale communiste, d'être responsable de l'échec de la révolution mondiale. Si ces deux dérives se fondent sur des éléments factuels parfaitement fantaisistes, elles développent à partir de ces fantasmes un argumentaire d'une grande logique interne dès lors qu'on ne remet pas en cause leur fondement erroné ; un argumentaire d'autant plus attrayant qu'il présente un tableau simple, « carré » et rassurant dans lequel les faits et les événements sont dépourvus de toute nuance.

Or *Les Chemins...*, pour ce qui concerne l'Espagne, est sans le moindre doute une contribution essentielle à cette réappropriation, dans la mesure où l'auteur nous livre un véritable travail d'historienne. Aux affirmations subjectives, aux interprétations oiseuses des faits, elle oppose des analyses fondées sur des documents d'époque. Elle a recours à une méthode rigoureusement historique, c'est-à-dire une méthode qui s'appuie sur des documents d'époque, et non sur les écrits d'auteurs qui ont eux-mêmes écrit sur le sujet.

Il y a toujours une marge d'interprétation lorsqu'on traite de faits historiques : mais c'est lorsque l'ensemble du discours devient de l'interprétation que cela devient une dérive idéologique. Ainsi, lorsqu'on nous dit que le syndicalisme révolutionnaire est une « stratégie » de l'anarchisme, on est dans le domaine de la foi ⁴. Lorsqu'on nous affirme que

4 Michael Schmidt et Lucien van der Walt, *Black Flame*, AK Press. Pour un examen

l'Internationale syndicale rouge n'était pas une annexe de l'Internationale communiste, qu'elle fut « l'expérience la plus aboutie d'une organisation ouvrière internationale, à la fois de masse et révolutionnaire », on est dans le registre de la foi.⁵

Si le travail à partir de documents d'époque et d'archives est une condition nécessaire pour faire œuvre d'historien, il n'est pas suffisant si on omet de fournir des informations importantes. Ainsi, le reproche que je ferai à Myrtille est d'atténuer l'ampleur du conflit opposant les deux courants. Ceux d'entre nous qui ont lu le livre de César M. Lorenzo⁶ connaissent évidemment l'existence de l'antagonisme entre les héritiers de Bakounine et ceux de Kropotkine, mais ce que nous expose Lorenzo est bien plus violent que ce que nous décrit Myrtille. Dans son livre, Lorenzo nous livre en détail la lutte acharnée des communistes libertaires pour détruire le mouvement syndical héritier de l'Internationale bakouninienne — et il se réfère à des sources historiques parfaitement fiables.

En 1881, la Fédération régionale espagnole de l'Internationale tint un congrès représentant 50 000 affiliés. « mais un conflit très grave allait la déchirer : celui qui opposa les vieux militants de formation bakouninienne et les nouveaux venus séduits par le communisme anarchiste de Kropotkine et de Malatesta. » La lutte entre anarcho-communistes et collectivistes finit par entraîner la dissolution de la Fédération des travailleurs de la Région espagnole en 1888 :

« La lutte entre anarcho-communistes et collectivistes ne tarda pas à entraîner la disparition de la Fédération des travailleurs de la région espagnole. Les communistes libertaires menacèrent de mort les membres de la Commission fédérale (les vétérans Farga Pellicer, Francisco Tomas, José Llunas Pujals, etc.), s'introduisirent en Catalogne, désintégrèrent les syndicats et obtinrent finalement la dissolution effective de la Fédération au congrès de Valence d'octobre 1888. Quelques années plus tard, certaines "sections" tenaient encore bon, mais l'heure du "groupisme", du messianisme révolutionnaire, des insurrections, des attentats et du négativisme était venue⁷. »

Il semble donc que nous ayons deux visions assez différentes des relations entre collectivistes (syndicalistes, on dirait aujourd'hui) et anarcho-communistes en Espagne.

À partir de 1876, sous l'influence de Kropotkine et à l'initiative de

critique (en anglais) des positions de Schmidt et van der Walt, voir : <http://monde-nouveau.net/?lang=en>

5 http://ciml.250x.com/rilu/news_french.html. Il s'agit d'un site se réclamant d'une « Internationale communiste marxiste léniniste » mais la citation est extraite de « L'histoire de l'Internationale syndicale rouge » rédigée par les « Comités syndicalistes révolutionnaires », un groupe qui a repris le nom d'une organisation créée en 1921.). Dans l'un et l'autre cas, une démarche scientifique, historique, appuyée sur des documents d'époque, montre que la réalité est beaucoup plus complexe.

6 Cesar M.Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, éditions du Seuil, 1969.

7 César M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*, Le Seuil, 1969, pp. 34-35. Voir aussi la version récente : *Le mouvement anarchiste en Espagne*, Éditions libertaires, 2006.

groupes italiens, la Fédération jurassienne développa l'idée de la propriété collective des *produits du travail* comme complément nécessaire au programme collectiviste. Il semble que la première référence au « communisme », par opposition au collectivisme bakouninien, fut faite par Costa, Malatesta, Cafiero et Covelli au congrès de Florence de la section italienne de l'AIT, en 1876. Kropotkine reprend l'idée et propose au congrès de la Fédération jurassienne de la Chaux-de-Fonds, le 12 octobre 1879, d'adopter le communisme comme but avec le collectivisme comme forme transitoire. Le mutualisme proudhonien et le collectivisme bakouninien sont remis en cause et vont assez rapidement être remplacés par le communisme, qu'on accolera à l'anarchisme pour donner « anarchisme-communisme ». Si Kropotkine fut bien l'inventeur du terme « anarcho-communisme » en 1880, il ne fit cependant que désigner par un nom un courant qui existait déjà, et dont il fut sans doute le meilleur propagandiste. Le mot d'ordre proposé par les « communistes anarchistes » : « À chacun selon ses besoins » ne fait que préciser ce qui allait de soi⁸, et n'aurait pas dû constituer une divergence de fond avec le collectivisme. Or Kropotkine va tenter de souligner les divergences entre les deux sensibilités du mouvement en insistant sur la question de la *rétribution* du travail.

Exclure les parasites sociaux

Le principe « À chacun selon ses œuvres » était conçu à l'origine pour exclure des bienfaits de la société ceux qui ne travaillent pas, c'est-à-dire les parasites sociaux : rentiers, militaires, policiers, etc. Mais les anarchistes feront comme si cette formule visait à exclure *tous ceux qui ne travaillaient pas*, c'est-à-dire les prolétaires qui n'étaient pas en production – enfants, épouses, vieillards, malades – ce qui n'était évidemment pas l'intention des collectivistes.

« À chacun selon ses œuvres » sera interprété par les anarchistes communistes comme une prime donnée à ceux qui travaillent plus et deviennent ainsi des privilégiés :

« Nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal.⁹ »

C'était une vision extrêmement réductrice des positions des collectivistes, à la limite de la mauvaise foi, ou qui dénotait une totale ignorance de la réalité du monde ouvrier à une époque où on travaillait 14 heures par jour sept jours sur sept pour un salaire de misère... Cela laissait peu de place aux possibilités d'« enrichissement » des ouvriers fanatiques de travail et désireux de « travailler plus pour gagner plus », pour reprendre la formule d'un ancien Président français.

Bakounine et ses amis, les collectivistes – qui constituaient une sorte de

8 « Les vieillards, les invalides, les malades, entourés de soins, de respect et jouissant de tous leurs droits tant politiques que sociaux, seront traités et entretenus avec profusion aux frais de la société » écrit Bakounine. « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II. Catéchisme révolutionnaire », mars 1866.

9 Kropotkine *La Conquête du pain*.

syndicalisme révolutionnaire embryonnaire – avaient mis l’accent sur la propriété collective des moyens de production, et leur doctrine reposait sur le principe « à chacun selon son travail ». Ce n’était là qu’une formule générale qui se fondait sur l’idée que le capitaliste s’appropriait une partie de la valeur produite par le travail collectif de l’ouvrier, qui devait donc se voir attribuer la juste part de la valeur qu’il produisait. Mais il s’agissait moins d’une question individuelle que collective, c’est-à-dire la restitution de cette valeur à la société tout entière.

Les anarchistes-communistes vont voir dans cette formule un point d’achoppement là où il n’y a qu’une divergence d’approche. D’autant que depuis Proudhon, on sait que le capitaliste ne s’approprie pas la valeur du travail individuel de chaque ouvrier mais la valeur démultipliée du travail combiné d’une quantité donnée d’ouvriers. Il n’a donc jamais été question de rendre à l’ouvrier, littéralement, le « produit de son travail ».

Dans les cours pour marxistes débutants, on explique (explication que Myrtille semble reprendre) que le temps de travail de l’ouvrier est décomposé en deux : le « travail nécessaire » qui produit la valeur nécessaire à la reproduction de sa force de travail, et le surtravail qui produit la valeur appropriée par le capitaliste. Ce point de vue de Marx pourrait s’appliquer à une société dominée par l’artisanat. Mais pour Proudhon les choses ne se passent pas du tout ainsi. Il avait montré de manière très claire que ce que le patron s’appropriait, c’était la valeur produite par le travail combiné et collectif des ouvriers, qui était supérieure à la valeur produite par chaque ouvrier individuellement. C’est ce que Proudhon appelait l’« erreur de compte ». En ce sens, la théorie de l’exploitation de Proudhon rend compte de ce phénomène de manière bien plus pertinente que Marx.

La notion de rendre à chacun « le produit intégral de son labeur », **n’a aucun sens** et représente une régression théorique surprenante par rapport à la pensée de Proudhon, qui savait que la valeur produite par le travail collectif et combiné de la classe ouvrière ne pouvait pas lui être « intégralement » restituée puisqu’il fallait défalquer l’amortissement du matériel, les investissements – un point que Marx avait souligné, puisqu’il parle de « défalcations » et de « décompte du travail effectué pour les fonds communautaires »¹⁰. Mais surtout, si à l’extrême limite on pouvait calculer ce qui revient à un travailleur individuel, imaginer que, dans une économie complexe où la production est le résultat de l’activité combinée d’un grand nombre de travailleurs, on puisse attribuer, de manière stricte, à « chacun selon son travail » est un calcul impossible à faire, et tous les développements de Kropotkine et des anarchistes communistes sur les inconvénients que produirait l’administration nécessaire à l’élaboration de ce calcul sont hors de propos.

Proudhon qui, rappelons-le, était un comptable, savait que la valeur produite par le travail collectif et combiné de la classe ouvrière ne pouvait pas lui être « intégralement » restituée puisqu’il fallait défalquer l’amortissement du matériel, les investissements – un point que Marx avait lui aussi souligné, puisqu’il parle de « défalcations » et de « décompte du

10 Marx, *Critique du Programme de Gotha* (Cité par Myrtille p. 152) mais que Kropotkine, à ma connaissance, ne semble pas avoir vu.

travail effectué pour les fonds communautaires ».¹¹

La « mise en commun totale et immédiate des produits du travail entre tous les hommes » (*Les Chemins...*, I, p. 14), chère aux anarchistes communistes, ne dit rien de plus que ce que disaient les collectivistes, à condition de garder à l'esprit que s'ils entendaient écarter des bienfaits du travail en commun les parasites sociaux, ils n'excluaient pas les personnes en incapacité de travailler.

L'idée de donner « à chacun selon ses besoins » n'a pas de sens, aujourd'hui encore moins qu'en 1870 ou en 1900 : les besoins de chaque individu ne sont pas que des besoins individuels, et de loin : la création de routes, de voies ferrées, la production et l'acheminement de l'électricité, du gaz, de l'eau, sans parler de la santé, de l'éducation, etc., ne peuvent s'évaluer qu'en termes de besoins collectifs. Que signifie aujourd'hui donner « à chacun selon son travail » ou « à chacun selon ses besoins » ? La plus grande partie des besoins des gens sont des *besoins collectifs*. Ceux qui encore aujourd'hui posent le problème en termes de « selon son travail » ou « selon ses besoins » en sont encore à une vision vieille d'un siècle.

L'idée kropotkinienne de « prise au tas » a produit des effets pervers dans le mouvement anarchiste parce que la formule en elle-même est très malheureuse, mais aussi parce qu'elle a été mal comprise : en effet Kropotkine parle de « prise au tas » de ce qui est en abondance, mais il ajoute : rationnement de ce qui n'est pas en abondance. La première partie de la phrase est souvent citée, rarement la seconde. Or le rationnement de ce qui n'est pas en abondance nécessite la mise en place d'un organisme chargé du rationnement, et on retrouve le risque de « retomber dans les rapports sociaux capitalistes » (*Les Chemins...*, I, p. 15), risque que les anarchistes-communistes dénonçaient chez les collectivistes !

En réalité, la fracture au sein du mouvement libertaire était produite par d'autres causes :

► Une morale fondée sur le travail visant à écarter des bienfaits du travail commun les parasites, les exploités (mais aucunement les malades, les enfants, les vieillards, les infirmes, etc.)

► Une morale fondée sur la consommation développée par des auteurs qui ne cherchaient moins à émanciper la classe ouvrière que l'humanité tout entière.

Dans les deux hypothèses se pose la question de la détermination de la valeur du travail, un problème que personne n'a jamais été capable de résoudre mais que Myrtille pose comme condition du succès de la révolution. Il me paraît donc un peu injuste de reprocher aux anarcho-sindicalistes espagnols de ne pas avoir résolu un problème qui ne pourra en aucun cas trouver de solution au début du processus révolutionnaire mais à l'issue d'une longue évolution parcourue de tâtonnements, d'essais et d'échecs. C'est là sans doute le principal défaut que je trouve au travail de Myrtille, cette tendance à l'immédiateté qui caractérise les courants les plus extrémistes du mouvement libertaire, confinant parfois au situationnisme. S'il est essentiel d'exposer le fond des débats qui opposaient les différents

11 Marx, *Critique du Programme de Gotha* (Cité par Myrtille p. 152).

courants du mouvement libertaire espagnol, comme Myrtille le fait, il me semble qu'on ne peut pas se cantonner à les exposer dans les termes où ils se posaient alors : le recul est nécessaire pour montrer que la situation aujourd'hui est infiniment plus complexe qu'elle ne l'était en 1920 ou 1930, à une époque où on ne parlait pas de protection sociale, d'assurance maladie ni de services publics.

Lorsque Kropotkine écrivit *la Conquête du pain*, en 1892, l'environnement culturel du mouvement a considérablement changé. Nous ne sommes plus dans une perspective de militants ouvriers se battant dans une organisation de masse contre le capital, mais de militants « anarchistes » dont les exigences sont d'autant plus maximalistes qu'ils sont désorganisés, dispersés et impuissants. « À chacun selon ses besoins » est un principe dont la justesse n'est pas contestable, mais il désigne une finalité, émise par des militants qui n'ont pas, et ne proposent pas les moyens pour y parvenir. En outre, il correspond peut-être aussi à l'état d'esprit de personnes qui ne sont pas salariées. Le slogan « À chacun selon ses besoins », accolé à l'idée mal comprise de « prise au tas », produira des effets catastrophiques dans un mouvement dont le niveau théorique a considérablement baissé.

Dans le premier volume, Myrtille commence par faire un état des lieux de la société espagnole du début du 19e siècle. Ce sont des choses que l'on sait, mais qu'il est peut-être utile de rappeler brièvement : les Espagnols étaient alors imprégnés de « mentalités pré-capitalistes », ils ne connaissaient que le premier stade du processus de subordination de la force du travail à la logique d'accumulation du capital.

Alors qu'en France le morcellement des terres faisait le désespoir de Proudhon, l'Espagne rurale était dominée par la grande propriété terrienne, comme en Andalousie où les paysans sans terre s'insurgeaient régulièrement, sauvagement réprimés par la Guardia Civil. Les paysans insurgés en Andalousie ou les ouvriers grévistes en Catalogne recevaient le même traitement : l'arrestation, la torture, l'exécution par le garrot.

Le paradoxe est que l'apprentissage de l'anarchisme en Espagne se fait soit en prison, ou dans la clandestinité, soit ouvertement dans les instances de la contre-société que sont les associations, les écoles populaires, les coopératives, les athénées dans les quartiers populaires et dans les villages.

Myrtille nous rappelle également que le principe du fédéralisme semblait « écrit sur le sol même de l'Espagne, où chaque division naturelle du canton a conservé sa parfaite individualité géographique », comme l'exprime Élisée Reclus.

Modalités du projet communiste libertaire

Le « centre de gravité » du livre, c'est-à-dire le thème central qui y est développé, c'est le constat que deux courants du mouvement libertaire s'opposèrent, parfois vigoureusement :

« Mais quand il s'est agi de concevoir la société à venir, les modalités du projet communiste libertaire – telles qu'elles avaient été forgées au sein de l'Internationale anti-autoritaire en 1880, et aussitôt adoptées dans presque toutes les autres sections

– donnèrent lieu les années suivantes à des polémiques très dures en Espagne entre les collectivistes anarchistes, attachés aux *Idées sur l'organisation sociale* de James Guillaume (1876) et les communistes anarchistes (les premiers communistes libertaires), inspirés de Kropotkine rassemblées en 1892 dans *La conquête du pain*. » (*Les Chemins...* p. 14)

Le constat de l'existence de deux grands courants liés aux héritages de Bakounine et de Kropotkine respectivement n'est pas nouveau — on le trouve en particulier décrit dans le livre de Cesar Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, mais ce premier volume de Myrtille est consacré à exposer, voire littéralement à décortiquer minutieusement l'histoire de cette division au sein du mouvement libertaire espagnol, à analyser les conflits qui ont opposé ces deux courants. C'est un travail nécessaire pour comprendre les questions qui seront abordées dans le second volume de son travail.

Concernant ce paragraphe que je viens de citer, j'aimerais faire deux commentaires, l'un concernant la date de 1880, l'autre concernant James Guillaume.

• A propos de la date de 1880 : En disant que « les modalités du projet communiste libertaire – telles qu'elles avaient été forgées au sein de l'Internationale anti-autoritaire en 1880 » ont été « aussitôt adoptées dans presque toutes les autres sections », Myrtille fait sans doute un lapsus : en octobre 1880, ce qui restait de la Fédération jurassienne (pas grand chose en fait) adoptait au congrès de La Chaux-de-Fonds le « communisme anarchiste », ancêtre du communisme libertaire. Mais en 1880, l'Internationale anti-autoritaire n'existait plus, et ce depuis le congrès de Verviers de 1877. L'Internationale dite « anti-autoritaire » ne s'acheva même pas sur un congrès prononçant sa propre fin, ce qui aurait été une manière de finir avec les honneurs: la Fédération jurassienne, dont c'était la tâche, décida tout simplement de ne plus convoquer de congrès. Il ne semble pas que le contexte et les raisons de cette évaporation dans les airs d'une Internationale qui apparaissait fort vigoureuse à Saint-Imier en 1872, aient été examinés de manière convaincante. En tout cas en 1880, la « Fédération jurassienne » était en réalité devenue un groupement affinitaire.

• Concernant James Guillaume: Les « polémiques très dures » évoquées par Myrtille, qui se manifestèrent dans le mouvement espagnol, n'étaient pas apparues *ex nihilo*: elles avaient été précédées par des tensions au sein même de l'AIT anti-autoritaire, tensions feutrées certes, mais réelles entre un courant « pré-syndicaliste révolutionnaire » se réclamant du collectivisme et un courant qui depuis 1876 chez les Italiens se disait ouvertement anarchiste. Le congrès de Verviers, en 1877, fut le congrès d'une AIT en fin de course qui prit une décision contre laquelle Bakounine s'était toujours opposé : l'adoption d'un programme politique, en l'occurrence l'anarchisme. Bakounine disait que si l'Internationale adoptait un programme obligatoire, cela créerait des scissions et qu'il y aurait « autant d'Internationales qu'il y a de programmes ». En réalité, le congrès de Verviers marque la transformation de l'AIT anti-autoritaire, jusqu'alors (théoriquement) une organisation de masse, en organisation affinitaire. James Guillaume n'était

pas le seul protagoniste de cette polémique dans le camp collectiviste: il convient d'y ajouter Bakounine.

Le 14 juillet 1881, les anarchistes se réunissent en congrès à Londres pour tenter de réorganiser le mouvement. Ce congrès est parfois présenté comme un congrès de l'AIT, à tort selon moi. Deux motions sont votées : la première, qui ne sera jamais appliquée, prévoit la création d'un « bureau international de renseignements ». L'autre motion, se référant à l'AIT, rappelle que celle-ci avait « reconnu nécessaire de joindre à la propagande verbale et écrite la propagande par le fait ». La référence à l'AIT était cependant faussée, car l'Internationale entendait par « propagande par le fait » la création de sociétés ouvrières, de mutuelles, de coopératives, etc. La motion propose de « propager l'esprit de révolte » et de porter l'action « sur le terrain de l'illégalité qui est la seule voie menant à la révolution ».

Les militants de la section espagnole de l'AIT interpréteront l'appel à la « propagande par le fait » de manière parfaitement « orthodoxe », c'est-à-dire dans le sens exact où le terme avait été défini par l'AIT. En application de leur congrès de 1873, ils appelleront à soutenir les grèves, à créer des caisses de résistance, à organiser des manifestations, des meetings, des réseaux de coopératives de consommation, à créer des écoles, des bibliothèques, des centres éducatifs, des sociétés mutualistes et des bureaux de placement. Le fait que la section espagnole fut la seule à conserver un caractère d'organisation de masse explique sans doute cette résistance à l'appel des sirènes du terrorisme – résistance qui ne dura pas.

Myrtille Gonzalvès s'attache à décrire avec précision l'évolution des rapports de force entre les deux courants du mouvement libertaire espagnol ; elle explique le rôle des différents penseurs qui l'ont influencé. C'est en cela que ce livre est précieux car il nous plonge à l'intérieur d'un mouvement libertaire parcouru de contradictions, d'interrogations, de tâtonnements, d'antagonismes, loin de l'image idéalisée qu'on a pu s'en faire, en somme un mouvement anarchiste réel, complexe, démythifié.

Ce volume 1, pour simplifier, s'articule autour de deux questions :

1. Le débat/conflit entre la tradition bakouninienne au sein du mouvement libertaire espagnol et la tradition kropotkinienne ;
2. Le débat qui en est la conséquence, sur le collectivisme et le communisme.

Ces deux questions ne sont absolument pas spécifiques à l'Espagne, elles se sont posées dans tous les pays où a existé un mouvement anarchiste. L'originalité de l'Espagne réside dans le fait que se trouvaient concernées non plus quelques centaines ou quelques milliers de personnes, mais des dizaines de milliers. Nous ne sommes plus dans le cas de figure où existe une ou deux dizaines de publications libertaires, mais plusieurs centaines. L'intérêt de ce volume 1 des *Chemins du communisme libertaire en Espagne* réside dans le fait que les débats qui secouaient le mouvement anarchiste ne se situaient pas en dehors du temps, ils sont présentés dans le contexte de crise sociale aiguë d'extrême répression exercée par l'appareil étatique.

Doit-on s'étonner que l'existence de deux courants opposés au sein du mouvement libertaire espagnol se manifeste, chez les auteurs qui traitent de cette histoire, par la tentation de choisir (implicitement ou non) l'un ou l'autre camp ? Myrtille semble bien avoir laissé de côté certains des aspects les plus dramatiques de l'opposition entre les héritiers de Bakounine et les militants qui se réclament de l'héritage kropotkinien.

En effet, si les oppositions entre les deux courants sont largement exposées dans le premier volume des *Chemins du communisme libertaire en Espagne*, le livre de Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir* nous raconte une histoire un peu différente. Il est vrai que, à la façon dont il raconte cette histoire, on voit où vont ses sympathies : selon lui, les anarchistes communistes « repoussaient toute organisation sous prétexte de combattre le moindre germe de bureaucratie, de temporisation avec le capital et de réformisme soporifique ; ils vantaient le mérite des groupes autonomes, de l'initiative révolutionnaire individuelle et du terrorisme pour atteindre sans transition une société communiste intégrale ». Chacun produirait selon ses forces et consommerait selon ses besoins¹²; « il n'y aurait ni autorité ni loi puisque les hommes, naturellement bons, auraient réduit à l'impuissance une minorité de méchants : patrons, banquiers, spéculateurs, marchands, gardiens de prison, militaires, policiers, législateurs, prêtres, gros propriétaires, politiciens¹³. » Ou alors, on s'infiltrait dans les organisations de masse pour les liquider. Ce fut le cas, selon Lorenzo, de l'Andalou Miguel Rubio qui, s'appuyant sur une société secrète, les « Déshérités », gagna de nombreux militants à ses idées qui se lancèrent à l'assaut de la fédération régionale pour en accélérer la disparition, nous dit Lorenzo.

Myrtille cite ce Rubio et le groupe des Déshérités qui combattaient « l'autoritarisme de la Commission fédérale », et dont les membres furent exclus de la Fédération des travailleurs de la région Espagne. Rubio et quelques autres étaient qualifiés de « déséquilibrés » et de « fanatiques ».

Myrtille nous apprend également que certains délégués reprochèrent à la Commission fédérale de ne pas avoir fait circuler la résolution sur la propagande par le fait adoptée à Londres en 1881: « Certains délégués reprochèrent à la Commission fédérale de ne pas avoir fait circuler la résolution correspondante, adoptée à Londres en juillet 1881. Cela engendra localement une certaine irritation contre elle, et de forts mécontentements qui deviendront explosifs » (p. 83) – sans que l'on sache dans quel sens il faut entendre ce dernier mot.

Après le congrès de Séville de 1882, la tendance syndicaliste, c'est-à-dire les collectivistes, finit par dominer, mais pour peu de temps. Les positions des collectivistes furent confirmées lors de ce congrès, mais la lutte entre anarcho-communistes et collectivistes finira par entraîner la dissolution de la Fédération des travailleurs de la Région espagnole¹⁴ en 1888.

« La lutte entre anarcho-communistes et collectivistes ne tarda

12 C.M. Lorenzo, *les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, le Seuil, p. 31.

13 C.M. Lorenzo, *loc. cit.*

14 La Fédération régionale espagnole de l'Internationale avait pris le nom de Fédération des travailleurs de la Région espagnole après sa sortie de clandestinité en 1881.

pas à entraîner la disparition de la Fédération des travailleurs de la région espagnole. Les communistes libertaires menacèrent de mort les membres de la Commission fédérale (les vétérans Farga Pellicer, Francisco Tomas, José Llunas Pujals, etc.), s'introduisirent en Catalogne, désintégrérent les syndicats et obtinrent finalement la dissolution effective de la Fédération au congrès de Valence d'octobre 1888. Quelques années plus tard, certaines "sections" tenaient encore bon, mais l'heure du "groupisme", du messianisme révolutionnaire, des insurrections, des attentats et du négativisme était venue ¹⁵. »

Après quelques sursauts et tentatives de reconstituer une organisation syndicale, la branche espagnole de l'Internationale disparut après une lente agonie : « En 1905 la squelettique Fédération des sociétés ouvrières préférerait se saborder plutôt que de traîner une existence misérable », commente C.M. Lorenzo, qui nous explique que le terrorisme anarchiste en Espagne ne visa pas seulement les représentants de l'ordre dominant mais aussi les organisations ouvrières, au point de les faire quasiment disparaître.

Myrtille évoque bien ces faits mais en filigrane. Concernant ce congrès de Séville, elle nous dit que « de graves dissensions étaient apparues, notamment au sujet du ralliement ou pas à la propagande par le fait » (p. 83)

Affrontements à l'intérieur de la CNT.

Le deuxième volume des *Chemins du communisme libertaire en Espagne*, consacré à la période qui va de la constitution de la CNT aux débuts du Front populaire, nous raconte comment les débats internes au mouvement libertaire et les différends se confrontèrent à la réalité dès lors que fut constituée une organisation syndicale de masse. Elle montre en particulier comment les affrontements se déroulèrent à l'intérieur de la CNT.

Il se créa également une sorte de division du travail entre le courant syndicaliste révolutionnaire pour lequel le syndicat représente la base organisationnelle du communisme libertaire, et le « communisme anarchiste » qui se retrouve dans le « communalisme ruraliste ». Pour ces militants, le syndicat est un avatar de la société industrielle qu'ils rejettent :

« Nous proposons au monde ouvrier le retour à un point de départ perdu : la "commune libre" », disent-ils (vol. II, p. 156). Ce serait cependant une erreur de ne percevoir ce genre de propos que comme une aspiration à un âge d'or perdu car les documents d'époque que *Les Chemins...* nous révèlent qu'il y avait chez ces militants un degré de réflexion élevé d'une étonnante modernité aujourd'hui. Extrêmement actuel est ce propos tenu le 18 juillet 1931 dans le journal *Tierra y Libertad* : « La nouvelle économie d'un monde d'égaux et d'hommes libres à laquelle nous aspirons doit décongestionner les monstrueuses agglomérations urbaines [...] créées par la puissance capitaliste. » (vol II, p. 156.)

J'ai trouvé particulièrement intéressants les développements sur les rapports entre anarchisme et paysannerie (vol. II, chapitre 5) et le « rejet de

15 César M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*, Le Seuil, 1969, pp. 34-35.

la civilisation industrielle au nom d'une société où il fera bon vivre », qui prend un sens extrêmement actuel aujourd'hui. « Nous avons dit et répété qu'il n'y aura pas de révolution possible sans la participation active des paysans et que la réorganisation de la société est plus facile et plus féconde à la campagne que dans les villes » (*La Protesta*, 7 décembre 1927). Ce qui me rappelle ce que nous disait Gaston Leval : « La révolution, c'est livrer 30 000 litres de lait tous les matins à Madrid ». Une chose que les communistes russes ont été incapables de faire.

Sortie de la clandestinité, avec l'avènement de la Seconde République, la CNT redevient la principale force ouvrière de l'Espagne avec 800 000 adhérents. Dès lors recommence le conflit, sous la forme cette fois de la lutte entre « possibilistes » et anarchistes de la Fédération anarchiste ibérique, qui s'était créée en 1927 avec pour fonction « d'empêcher toute déviation idéologique de la CNT afin qu'elle ne subisse pas la même trajectoire que la CGT française ¹⁶. La FAI était composée de groupes anarchistes qui, « dans leur plus grande part, agissaient déjà au sein des syndicats depuis longtemps ». (*Ibid.*) Myrtille ajoute que « ce principe d'interpénétration entre les deux organisations — la *trabazón* — venait d'Argentine où les anarchistes l'avaient pratiqué avec succès contre les minorités bolcheviques au sein de la FORA ». (*Les Chemins...*, vol. II, p. 99).

Le volume II des *Chemins du communisme libertaire en Espagne* se termine sur le congrès de Saragosse qui se tint peu avant le putsch, que tout le monde savait imminent. Selon Myrtille, « le IV^e congrès de la CNT adopta donc une motion à forte tonalité communaliste, et bien moins “syndicaliste” que le programme de Puente. (...) On sait que certains délégués mécontents ont rappelé qu'ils n'étaient pas dans un “congrès anarchiste”, que le “syndicat devait être la base de l'organisation future”, qu'on avait beaucoup parlé des communes et peu des syndicats » (*Les Chemins...*, vol. II, p. 192).

Le vote d'une motion d'inspiration kropotkinienne, « Le concept confédéral de communisme libertaire », dans une confédération syndicale créa quelque confusion : « Un hiatus important apparut donc entre une partie de l'appareil CNT-FAI — désagréablement surprise par le contenu de la motion adoptée — et la majorité de sa base représentée par les délégués qui l'ont votée ». (*Les Chemins...*, vol. II, p. 195.)

Il y a dans le deuxième volume des *Chemins du communisme libertaire* énormément de choses dont il aurait été nécessaire de parler. Je pense en particulier au chapitre IV, sur « La communauté ouvrière des quartiers », un sujet cher à Chris Ealham, auteur de *La Lucha por Barcelona* (2005). *Les Chemins...* aborde également un sujet qui me semble peu traité, le rôle des femmes dans la lutte, leur participation aux grèves générales, l'exigence des hommes d'avoir le contrôle sur les syndicats féminins.

On perçoit dans les *Chemins du communisme libertaire en Espagne* un net parti-pris en faveur du courant anarchiste-communiste, en particulier à travers les reproches que fait Myrtille au courant syndicaliste de ne pas avoir immédiatement « supprimé le salariat » et d'avoir des intentions

16 Antonio Bar, 1981, p. 782, cité par Myrtille, vol. II, p. 98.

industrialistes qui aliènent les travailleurs à la production capitaliste : là se trouve peut-être le sens du sous-titre du volume II : « L'anarcho-syndicalisme travaillé par ses prétentions anti-capitalistes ». Je ne partage pas son approche, et cette question mériterait à elle seule un long examen, que je ne ferai pas ici. Je dirai simplement que supprimer du jour au lendemain un rapport social qui a mis des centaines d'années à s'instaurer me paraît difficile et qu'une transition me paraît nécessaire (faut-il rappeler que ni Proudhon ni Bakounine n'écartaient la nécessité d'une transition ?¹⁷

Par ailleurs, le travail est certes une malédiction dans le régime capitaliste, mais il ne le sera peut-être pas lorsque les forces productives auront suffisamment augmenté pour réduire le travail à quelques heures par jour et lorsque la population sera en mesure de définir collectivement à la fois les objectifs de production et les moyens d'atteindre ces objectifs.

Il reste que la lecture des deux premiers volumes des *Chemins du communisme libertaire en Espagne* est extrêmement enrichissante ; on attend avec impatience la sortie du troisième volume.

Table des matières

Fondements doctrinaux de l'affrontement Collectivistes / communistes libertaire.....	2
L'affrontement Collectivistes/communistes libertaires.....	2
Se réapproprier l'histoire.....	3
Exclure les parasites sociaux.....	6
Modalités du projet communiste libertaire.....	9
Affrontements à l'intérieur de la CNT.....	13

17 Cf. René Berthier, « Esquisse d'une réflexion sur la "période de transition" », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article324>.

Voir également : Christian Cornelissen, El comunismo libertario y el regimen de transición, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article543>).